

Ministère de l'Intérieur et de la Fonction publique

Circulaire du 27 septembre 1991. Arrêté royal du 15 juillet 1991 modifiant l'arrêté royal du 25 juin 1990 fixant les dispositions générales relatives aux échelles de traitements du personnel provincial et communal, p. 25826.

Enregistrement du 9 octobre 1991 des dernières volontés en matière de mode de sépulture. Modification de la circulaire du 30 mai 1991 (*Moniteur belge* du 23 juillet 1991), p. 25827.

Ministère de l'Emploi et du Travail

Greffe du tribunal du travail de Termonde. Place vacante d'employé(e), p. 25827.

Ministerie van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt

Omzendbrief van 27 september 1991. Koninklijk besluit van 15 juli 1991 tot wijziging van het koninklijk besluit van 25 juni 1990 tot vaststelling van de algemene bepalingen betreffende de weddeschalen van het provincie- en gemeentepersoneel, bl. 25826.

Registratie van 9 oktober 1991 van de laatste wilsbeschikking inzake de wijze van teraardebestelling. Wijziging-circulaire van 30 mei 1991 (*Belgisch Staatsblad* van 23 juli 1991), bl. 25827

Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid

Griffie van de arbeidsrechtbank te Dendermonde. Openstaande plaats van beambte (man of vrouw), bl. 25827.

LOIS, DÉCRETS, ORDONNANCES ET RÈGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICES DU PREMIER MINISTRE ET MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE FLAMANDE

F. 91 — 3329

(Traduction)

5 SEPTEMBRE 1991. — Accord de coopération entre l'Etat et la Région flamande en vue de la coordination du programme de recherche en sciences marines

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 92bis, § 1^{er}, inséré par la loi du 8 août 1988;

Considérant que le Conseil des Ministres a donné lors de sa réunion du 27 juillet 1990 son accord de principe pour le démarrage d'un programme d'impulsion en Sciences marines dans le cadre des possibilités offertes en vertu de l'article 6bis, § 2 et § 3, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;

Vu l'intention de l'Exécutif flamand d'exécuter des recherches coordonnées en sciences marines;

Vu les discussions menées lors des réunions de concertation des 26 septembre 1990 et 21 novembre 1990 et du groupe de travail inter-cabinets du 18 octobre 1990;

Considérant que cet accord de coopération oriente suffisamment les efforts de recherche des deux parties sur la recherche scientifique qui est requise en soutien des mesures que les deux autorités doivent prendre dans le cadre des conventions de Paris et d'Oslo et pour laquelle elles ont déjà conclu des accords de coopération au plan opérationnel;

Convaincus qu'une coordination de la recherche en sciences marines organisée par les deux autorités profitera à l'efficacité et l'utilité de celle-ci;

L'Etat, représenté par le Ministre de la Politique scientifique et le Secrétaire d'Etat à la Politique scientifique,

et,

la Région flamande, représentée par son Exécutif, en la personne du Président et du Ministre communautaire des Travaux publics et des Communications,

ont convenu ce qui suit :

Article 1^{er}. Pour ce qui est de l'application et l'interprétation de cet accord de coopération, il est entendu par :

- 1^o l'accord de coopération : la présente convention;
- 2^o les parties contractantes : l'Etat et la Région flamande;
- 3^o le programme national : le programme d'impulsion en Sciences marines financé par l'Autorité nationale, auquel le Conseil des Ministres a donné son accord de principe le 27 juillet 1990;

4^o le programme flamand : la recherche coordonnée en sciences marines, financée par l'Exécutif flamand;

5^o le document d'information : le document d'information du 10 septembre 1990 concernant le programme national destiné aux Régions;

DIENSTEN VAN DE EERSTE MINISTER EN MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP

N. 91 — 3329

5 SEPTEMBER 1991. — Samenwerkingsakkoord tussen de Staat en het Vlaamse Gewest voor de coördinatie van het onderzoeksprogramma « Zeewetenschappen »

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 92bis, § 1, ingevoegd bij de wet van 8 augustus 1988;

Overwegende dat de Nationale Ministerraad in zijn vergadering van 27 juli 1990 zijn principieel akkoord heeft verleend aan het opstarten van een impulsprogramma Zeewetenschappen in het kader van de mogelijkheden geboden krachtens artikel 6bis, § 2 en § 3, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

Gelet op de intentie van de Vlaamse Executieve om gecoördineerd zeewetenschappelijk onderzoek te verrichten;

Gelet op de besprekingen gevoerd tijdens de overlegvergaderingen van 26 september 1990 en 21 november 1990 en de interkabinetswerkgroep van 18 oktober 1990;

Overwegende dat dit samenwerkingsakkoord de onderzoeksinspanningen van beide partijen voldoende richt op wetenschappelijk onderzoek dat vereist is ter ondersteuning van de maatregelen die beide overheden moeten nemen in het kader van de Conventies van Parijs en Oslo en waartoe zij reeds samenwerkingsakkoorden op operationeel vlak hebben afgesloten;

Ervan overtuigd dat een coördinatie van het door de beide overheden georganiseerd zeewetenschappelijk onderzoek de doelmatigheid en de doeltreffendheid ervan zal dienen;

De Staat, vertegenwoordigd door de Minister van Wetenschapsbeleid en de Staatssecretaris voor Wetenschapsbeleid,

en,

het Vlaamse Gewest, vertegenwoordigd door haar Executieve, in de persoon van de Voorzitter en van de Gemeenschapsminister van Openbare Werken en Verkeer,

kwamen overeen wat volgt :

Artikel 1. Voor de toepassing en de interpretatie van dit samenwerkingsakkoord wordt verstaan onder :

- 1^o het samenwerkingsakkoord : de onderhavige overeenkomst;
- 2^o de contracterende partijen : de Staat en het Vlaamse Gewest;
- 3^o het nationale programma : het impulsprogramma Zeewetenschappen gefinancierd door de Nationale Overheid, waarover de Nationale Ministerraad op 27 juli 1990 zijn principieel akkoord heeft gegeven;

4^o het Vlaamse programma : het gecoördineerd zeewetenschappelijk onderzoek gefinancierd door de Vlaamse Executieve;

5^o het informatiedocument : het informatiedocument van 10 september 1990 voor de Gewesten betreffende het nationaal programma;

6° Le Comité d'accompagnement national : le comité d'accompagnement du programme national pour lequel les Départements nationaux de la Politique scientifique, de l'Environnement et de l'Agriculture désignent chacun un représentant et chacune des Régions deux représentants. Les représentants de l'ensemble des départements nationaux agissent d'une seule voix et les Régions disposent chacune d'une voix. Les organisations écologiques Greenpeace, Bond Beter Leefmilieu, Interenvironnement Bruxelles et Interenvironnement Wallonie désignent chacune un observateur au sein du comité d'accompagnement.

Le Secrétariat du Comité d'accompagnement national sera assuré par les Services de programmation de la politique scientifique (S.P.P.S.). Il sera présidé par le Secrétaire général des S.P.P.S. ou son délégué.

7° Le Comité d'accompagnement flamand : le comité d'accompagnement du programme flamand.

Art. 2. 1° Le Comité d'accompagnement national sera créé dans les délais les plus brefs et sera chargé des tâches telles qu'elles ont été prévues dans le document d'information.

2° Pour ce qui est principalement de l'établissement des projets d'appels publics aux propositions de recherche ainsi que des éventuels appels d'offre sur la base d'un cahier de charges, le Comité d'accompagnement national se concertera avec le Comité d'accompagnement flamand sur l'intégration optimale des appels prévus par les parties contractantes.

Les modalités de coordination des appels seront convenues en concertation.

3° L'Autorité nationale assure le contrôle scientifique par des experts étrangers de tous les projets s'inscrivant dans le cadre de la coordination visée au point 2°.

Le rapport d'évaluation est remis à chaque Comité d'accompagnement.

4° Chaque Comité d'accompagnement donne son avis quant aux priorités en fonction de l'importance sociétale des projets de recherche jugés positifs au niveau scientifique et de leur utilité en vue de la prise de décision politique.

Les Comités d'accompagnement se concerteront afin que les projets sélectionnés répondent de manière suffisante aux besoins de recherche tels que découlant des Conventions de Paris et d'Oslo.

5° Chaque autorité gère les contrats des projets qu'elle finance. Les résultats de recherche sont propriété des autorités qui financent.

6° Un financement partiel des projets ou d'équipes de recherche peut être envisagé, si cela s'avère utile d'un point de vue scientifique ou politique, en fonction des besoins concrets des parties contractantes. Des contrats séparés doivent en tout cas être conclus avec chaque autorité concernée. Le cas échéant, il sera décidé du droit de propriété de commun accord.

7° Dans les limites des travaux en faveur du programme national, les Régions conservent leurs droits tels que prévus à l'article 6bis, § 3, de la loi spéciale de réformes institutionnelles et tels que fixés dans les procédures prévues à l'arrêté royal du 9 avril 1990 (portant exécution de l'article 6bis, § 3, deuxième alinéa, de la loi spéciale du 8 août 1980).

8° L'Autorité nationale et l'Exécutif flamand s'échangeront les informations relatives à toutes les campagnes de mesure en cours pouvant être importantes pour l'exécution du programme.

Les modalités pratiques du flux d'informations sont fixées de commun accord par les deux Comités d'accompagnement.

9° Pour ce qui est des accords concrets concernant l'exécution des recherches, entre autres les diverses campagnes de mesures qui seront mises sur pied dans le cadre du programme national et du Programme flamand (planification commune, frais partagés, etc.), la direction opérationnelle au sein des S.P.P.S. et les services compétents de la Région flamande se concerteront régulièrement.

10° A l'issue du programme national, les S.P.P.S. rédigent un rapport sur les prévisions de valorisation des résultats obtenus. Ce rapport est soumis aux deux Comités d'accompagnement.

11° L'accord de coopération est conclu pour la durée du programme national d'impulsion et est reconduit tacitement par la suite chaque fois pour une période d'un an.

6° het Nationaal Begeleidingscomité : het begeleidingscomité van het nationale programma waarvoor de nationale departementen Wetenschapsbeleid, Leefmilieu en Landbouw elk één vertegenwoordiger en elk van de drie Gewesten twee vertegenwoordigers aanduiden. De vertegenwoordigers van alle nationale departementen treden samen op met slechts één stem evenals elk der Gewesten. De milieu-organisaties Greenpeace, Bond Beter Leefmilieu, Interenvironnement Bruxelles en Interenvironnement Wallonie, duiden elk één waarnemer aan voor het begeleidingscomité.

Het Secretariaat van het Nationaal Begeleidingscomité zal door de Diensten voor programmatie van het wetenschapsbeleid (D.P.W.B.) waargenomen worden. Het zal voorgezeten worden door de Secretaris-generaal van de D.P.W.B. of zijn afgevaardigde.

7° Het Vlaams Begeleidingscomité : het begeleidingscomité van het Vlaams programma.

Art. 2. 1° Het Nationaal Begeleidingscomité zal zo vlug mogelijk worden opgericht en belast worden met zijn taken zoals voorzien in het informatiedocument.

2° In het bijzonder met betrekking tot het opstellen van de ontwerpen van openbare oproepen tot onderzoeksvorstellen evenals van de eventuele oproepen tot indienen van offertes op basis van bestek, zal het Nationaal Begeleidingscomité overleg plegen met het Vlaams Begeleidingscomité met het oog op een optimale integratie van de door de overeenkomstsluitende partijen geplande oproepen.

De modaliteiten van coördinatie voor de oproepen zullen onderling worden overeengekomen.

3° De Nationale Overheid zorgt voor de wetenschappelijke screening door buitenlandse experts van alle projecten die kaderen binnen de coördinatie bedoeld onder punt 2°.

Het evaluatierapport wordt overhandigd aan elk Begeleidingscomité.

4° Elk Begeleidingscomité geeft advies met betrekking tot de prioriteiten in functie van de maatschappelijke relevantie van de wetenschappelijk gunstig beoordeelde onderzoeksprojecten en van hun bruikbaarheid voor het nemen van beleidsbeslissingen.

De Begeleidingscomités zullen onderling overleg plegen teneinde te verzekeren dat de geselecteerde projecten voldoende beantwoorden aan de onderzoeksbehoeften zoals die voortvloeien uit de Conventies van Parijs en Oslo.

5° Elke overheid beheert de contracten van de projecten die zij financiert. De onderzoeksresultaten zijn eigendom van de financierende overheden.

6° Gedeelde financiering van projecten of onderzoeksploegen kan, indien nuttig, vanuit wetenschappelijk of beleidsmatig oogpunt, overwogen worden in functie van de concrete noden van de contracterende partijen. In elk geval moeten afzonderlijke contracten afgesloten worden met elke betrokken overheid. In voorkomend geval zal over het eigendomsrecht beslist worden na gezamenlijk overleg.

7° Binnen de werkzaamheden ten behoeve van het nationale programma behouden de drie Gewesten hun rechten zoals voorzien in artikel 6bis, § 3, van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen en zoals bepaald in de procedures voorzien in het koninklijk besluit van 9 april 1990 (houdende uitvoering van artikel 6bis, § 3, tweede lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980).

8° De Nationale Overheid en de Vlaamse Executieve zullen elkaar de informatie ter beschikking stellen over alle lopende meetcampagnes die belangrijk kunnen zijn voor de uitvoering van het programma.

De praktische modaliteiten van informatiestroom worden bepaald in gezamenlijk overleg van beide Begeleidingscomités.

9° Voor concrete afspraken met betrekking tot de uitvoering van het onderzoek o.a. diverse meetcampagnes die zullen worden uitgevoerd in het raam van het nationale programma en het Vlaamse programma (gezamenlijke planning, kostendeling, enz.) zal geregeld overleg worden gepleegd tussen de operationele directie binnen de D.P.W.B. en de bevoegde diensten van het Vlaamse Gewest.

10° Na afloop van het nationale programma stellen de D.P.W.B. een verslag op over de valorisatieprognoses van de bereikte resultaten. Dit verslag wordt voorgelegd aan beide Begeleidingscomités.

11° Het samenwerkingsakkoord wordt afgesloten voor de duur van het nationale impulsprogramma en wordt nadien stilzijdend verlengd telkens voor een periode van één jaar.

Art. 3. Le Ministre de la Politique scientifique et le Secrétaire d'Etat à la Politique scientifique ainsi que le Président de l'Exécutif flamand et le Ministre communautaire des Travaux publics et des Communications sont, chacun en ce qui le concerne, chargés de l'exécution de cet accord de coopération.

Bruxelles, le 5 septembre 1991, en deux originaux:

Pour l'Etat :

Le Ministre de la Politique scientifique,

H. SCHILTZ

Le Secrétaire d'Etat de la Politique scientifique,

E. DE RYCKE

Pour la Région flamande :

Le Président de l'Exécutif,

G. GEENS

Le Ministre communautaire des Travaux publics et des Communications,

J. SAUWENS

Art. 3. De Minister van en de Staatssecretaris voor Wetenschapsbeleid en de Voorzitter van de Vlaamse Executieve en de Gemeenschapsminister van Openbare Werken en Verkeer zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit samenwerkingsakkoord.

Brussel, 5 september 1991, in twee originele exemplaren.

Voor de Staat :

De Minister van Wetenschapsbeleid,

H. SCHILTZ

De Staatssecretaris voor Wetenschapsbeleid,

E. DE RYCKE

Voor het Vlaamse Gewest :

De Voorzitter van de Executieve,

G. GEENS

De Gemeenschapsminister van Openbare Werken en Verkeer,

J. SAUWENS

MINISTERE DES FINANCES

F. 91 — 3330

5 AOUT 1991. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 24 février 1954 portant fixation du cadre organique du Ministère des Finances

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 66, alinéa 2, de la Constitution;

Vu l'arrêté royal du 24 février 1954 portant fixation du cadre organique du Ministère des Finances, notamment l'article 1^{er}, A, V, modifié par les arrêtés royaux des 29 mars 1976, 22 mars et 13 novembre 1978, 5 juin 1979, 29 juin 1982, 9 octobre 1984 et 15 janvier 1985;

Vu l'avis motivé du Comité intermédiaire de concertation (département Finances) du 20 juin 1991;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget donné le 2 avril 1991;

Vu l'accord de Notre Ministre de la Fonction publique donné le 2 avril 1991;

Sur la proposition de Notre Ministre du Budget et de Notre Ministre des Finances,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. A l'article 1^{er}, A de l'arrêté royal du 24 février 1954 portant fixation du cadre organique du Ministère des Finances, le V, modifié par les arrêtés royaux des 29 mars 1976, 22 mars et 13 novembre 1978, 5 juin 1979, 29 juin 1982, 9 octobre 1984 et 15 janvier 1985, est remplacé comme suit :

« V. Administration du budget et du contrôle des dépenses

Directeur général	1
Services administratifs	
Inspecteur général-chef de service	2
Inspecteur-général	4
Premier conseiller	4
Conseiller	6
Reviseur du budget	4
Conseiller adjoint	6
Secrétaire d'administration	12
Chef de section	
Chef de section adjoint	22
Rédacteur de 1 ^{re} classe	
Rédacteur des finances	
Chef de section adjoint de 1 ^{re} classe	2

MINISTERIE VAN FINANCIËN

N. 91 — 3330

5 AUGUSTUS 1991. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 24 februari 1954 houdende vaststelling van het organiek kader van het Ministerie van Financiën

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 66, tweede lid van de Grondwet;

Gelet op het koninklijk besluit van 24 februari 1954 houdende vaststelling van het organiek kader van het Ministerie van Financiën, inzonderheid op artikel 1, A, V, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 29 maart 1976, 22 maart en 13 november 1978, 5 juni 1979, 29 juni 1982, 9 oktober 1984 en 15 januari 1985;

Gelet op het gemotiveerd advies van 20 juni 1991 van het Tussenoverlegcomité (departement Financiën);

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 2 april 1991;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Openbaar Ambt, gegeven op 2 april 1991;

Op de voordracht van Onze Minister van Begroting en van Onze Minister van Financiën,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 1, A van het koninklijk besluit van 24 februari 1954 houdende vaststelling van het organiek kader van het Ministerie van Financiën, wordt V, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 29 maart 1976, 22 maart en 13 november 1978, 5 juni 1979, 29 juni 1982, 9 oktober 1984 en 15 januari 1985, als volgt vervangen :

« V. Administratie van de begroting en de controle op de uitgaven

Directeur-generaal	1
Administratieve diensten	
Inspecteur-generaal-diensthof	2
Inspecteur-generaal	4
Eerste adviseur	4
Adviseur	6
Begrotingsrevisor	4
Adjunct-adviseur	6
Bestuurssecretaris	12
Sectiechef	
Adjunct-sectiechef	22
Opsteller 1 ^e klasse	
Opsteller van financiën	
Adjunct-sectiechef 1 ^e klasse	2